

La face cachée du miracle turc

Dans un nouveau rapport paru le 22 février dernier, la Confédération syndicale internationale (CSI) émet de «vives critiques» à l'égard du gouvernement turc, auquel elle reproche de manquer de protéger les travailleurs et travailleuses contre l'exploitation et l'intimidation par des employeurs du secteur privé et les pouvoirs publics. Les quatre organisations syndicales turques affiliées à la CSI (TÜRK-IS, HAK-IS, DISK et KESK) totalisent un impressionnant effectif de 780 000 adhérents.

Restrictions d'abord au stade de l'organisation et de l'implantation : «De sévères restrictions au droit d'organiser des syndicats, la manipulation par le gouvernement des registres d'adhésion et le recours constant aux menaces et à l'intimidation pour empêcher les travailleurs de former des syndicats et d'y adhérer font qu'à peine 5,4% des effectifs sont couverts par des conventions collectives.»

La loi reconnaît la liberté d'association et le droit de s'affilier à un syndicat ; néanmoins, de sévères contraintes sont mises à l'exercice de ces droits. A titre d'exemple, seules les personnes ayant la nationalité turque sont autorisées à former un syndicat ou à être élues. Par ailleurs, plusieurs catégories d'employés du secteur public se voient refuser le droit de s'organiser : les avocats, les fonctionnaires civils du ministère de la Défense nationale et des forces armées turques, les employés des établissements pénitentiaires, les personnels de sécurité, etc. En outre, la définition de l'emploi ne couvre pas les travailleurs indépendants, les travailleurs à domicile et les apprentis. Des lois spéciales régissent les travailleurs dans l'agriculture, les forêts,

l'aviation civile et d'autres secteurs.

Restriction aussi au stade de la négociation collective. Celle-ci est reconnue, mais de nombreux interdits l'enfreignent dans la pratique. Ainsi, pour être admis à la négociation, un syndicat doit représenter au moins 50% plus un des travailleurs à l'intérieur d'une usine, et 10% des travailleurs au sein du secteur concerné dans le pays. Un seul syndicat par entreprise, la plus grande, est autorisé à mener des négociations collectives.

Restrictions dans l'action, avec des persécutions et une grande répression antisyndicales : les syndicats ne sont pas suffisamment protégés contre les actes d'ingérence dans leurs activités. Ils doivent obtenir une autorisation préalable pour tenir des réunions ou des rassemblements et permettre à la police d'y assister et d'enregistrer les séances.

La répression n'est pas en reste : «Le harcèlement judiciaire des avocats syndicaux, pratique de longue date, se pérennise».

Conséquence : «Outre une législation du travail faible et inadéquatement appliquée, les travailleurs se trouvent à la merci d'une justice fortement partielle en faveur des employeurs, qui les laisse dépourvus de toute protection contre la discrimination et pratiquement sans possibilité de négocier collectivement pour des salaires et des conditions décentes.» De nombreux syndicalistes demeurent incarcérés, alors que les manifestations syndicales pacifiques donnent fréquemment lieu à des interventions violentes des autorités.

Le droit de grève est reconnu mais reste étroitement encadré : une trop longue période d'attente de près de trois mois doit précéder chaque grève. Des peines sévères, y compris d'em-

prisonnement, peuvent être infligées en cas de participation à des grèves non autorisées même lorsqu'elles sont pacifiques.

Le rapport de la CSI, soumis à l'Organisation mondiale du commerce dans le cadre de son examen de la politique commerciale de la Turquie, relève en outre que les femmes en Turquie (qui sont concentrées dans les industries à main-d'œuvre intensive, l'agriculture et les activités informelles) ne bénéficient pratiquement pas de sécurité, de revenus et de protection sociale.

Seule une femme turque sur quatre est employée et 10% seulement d'entre elles accèdent à des postes de direction. L'écart de rémunération entre les genres est de 43%. En termes de parité de pouvoir d'achat, une femme touche en moyenne un quart des gains annuels d'un homme.

Ce chiffre s'explique par la concentration des femmes dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre, l'agriculture saisonnière (de courte durée) et le secteur informel.

Le travail des enfants se pose également avec acuité. Même si 41% des enfants qui travaillent le sont dans l'agriculture, l'emploi dans ce secteur n'est pas régi par le code du travail mais par un «code d'obligations» qui n'offre pas une protection adéquate. Dans les villes, beaucoup d'enfants travaillent dans la rue. Nombreux sont les enfants des rues – généralement des victimes d'une traite des êtres humains – qui sont forcés à la mendicité, au commerce de stupéfiants, à la petite délinquance et à d'autres pratiques figurant parmi les pires formes de travail des enfants.

De fait, la loi interdit l'emploi des enfants de moins de 15 ans, mais ils sont autorisés à effectuer des travaux



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

légers à condition qu'ils soient scolarisés (l'école est obligatoire jusqu'à 14 ans). Les enfants âgés entre 14 et 15 ans sont «vulnérables aux pires formes de travail».

L'agriculture accueille 41% de tous les enfants qui travaillent. Ils sont employés dans des fermes de coton, de tabac et de noisettes, où ils effectuent «des tâches dangereuses impliquant l'utilisation de pesticides».

L'artisanat à domicile, la collecte et le tri des ordures, les ateliers de réparation et en général les activités informelles, comme le petit commerce de rue, sont également fortement employeurs d'enfants, mais «les pires formes de travail des enfants» sont signalées dans les briqueteries, le bétail et les industries de la chaussure et du cuir.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Au nom du père, du fils et de l'urne divine !

Législatives, mai 2012. Ghoulamallah demande aux imams de nous...

... flexy une forte participation

A ce rythme, ils vont s'y résoudre ! Ils ne peuvent pas faire autrement que de s'y résoudre. D'ailleurs, de sources anglicanes, j'ai appris que l'idée est à l'étude. A un stade avancé de l'étude. En soi, c'est dans la logique des choses. Pourquoi pas d'ailleurs ! Le régime va demander aux églises d'appeler les Algériennes et les Algériens à voter massivement le 10 mai prochain. Des prêtres auraient été d'ores et déjà approchés. Dans un premier temps, lorsque de gros malabars avec des lunettes presque aussi noires que leur regard masqué les ont abordés, ils ont levé les bras au ciel, tout en jurant qu'ils ne transportaient aucune Bible sous la soutane ni dans leurs cabas. Les messieurs aux lunettes noires ont aussitôt tenu à les rassurer dans un latin approximatif, leur expliquant que pour une fois, ils n'étaient pas là pour les Bibles ni pour les embarquer, mais plutôt pour leur demander leur aide. L'Etat algérien avait besoin de l'Eglise ! Alléluia mes frères ! Plus détendus, les prêtres et curés d'Algérie se sont signés, ont expédié un ave pater remerciant Dieu de leur avoir ainsi évité le pire, les geôles algériennes et ont tendu une oreille forcément attentive aux envoyés de Dieu sur terre, le châtelain. En gros, le système aux abois s'engageait à passer l'éponge sur tout, sur les prières dites clandestines, sur le prosély-

tisme à flanc de montagne, sur les veillées de Noël non déclarées à la sécu, sur les baptêmes dans les retenues collinaires, le soir au clair de lune, sur les croix portées en douce autour du cou et qui peuvent se manger comme du sucre d'orge dès que des flics montent dans un bus pour y traquer du catho ou du protesto, sur les messes basses dans des caves pourtant déclarées inondées auprès des services techniques des APC, et même sur l'eau bénite importée frauduleusement et conditionnée dans des flacons portant l'étiquette «Ma Zemzem» ! Le pouvoir étant doté de la plus large des éponges promettait de fermer les yeux sur tout, à charge pour les églises de consacrer leur temps à venir à appeler au vote massif le 10 mai prochain. A l'un des prêtres qui faisait timidement remarquer qu'un seul dimanche par semaine, et donc une seule grosse messe hebdomadaire, ne suffirait pas à cette vaste campagne, les malabars du palais ont répondu : «Là aussi, c'est prévu ! Prenez le vendredi ! Nous doublons les jours saints par ordonnance présidentielle !» Encore sous le choc de cette... révélation, les prêtres et curés s'en sont allés, promettant de faire tout ce qui était en leur maigre pouvoir pour satisfaire les vœux du régime. Mais, les malabars étaient déjà loin qui ne les entendaient même plus. Les gros bras du système avaient repris leur chemin de croix. Il fallait à présent convaincre de la même chose d'autres hommes de foi. Les rabbins d'Algérie ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

